

---

---

## Chambre des Représentants.

---

---

SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 1900.

---

### Proposition de loi relative aux élections provinciales et communales.

---

#### REPRÉSENTATION PROPORTIONNELLE

---

#### PROPOSITION DE LOI

---

#### DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Deux principes nouveaux ont, au cours des dernières années, pris place dans notre droit public : le suffrage universel et la représentation proportionnelle.

Le suffrage universel est, depuis 1893, la loi constitutionnelle de nos élections législatives, depuis 1894 et 1895, la loi de nos élections provinciales et communales.

Il a pour principe l'égalité politique.

Ce n'est donc qu'à titre de transaction et de transition que l'on a pu inscrire dans la loi du suffrage universel les privilèges que consacre le vote plural et qui ne sont que des vestiges du régime censitaire heureusement aboli. L'heure est prochaine où une nouvelle revision de la Constitution s'imposera, et où il faudra achever l'œuvre de démocratie et de justice commencée par la Constituante de 1893.

Mais nulle revision constitutionnelle n'est nécessaire pour introduire plus de justice dans les lois électorales de la province et de la commune. La loi des élections communales a, d'ailleurs, poussé à l'outrance et rendu particulièrement intolérables et iniques les privilèges d'argent maintenus dans l'article 47 de la Constitution.

Aussi, la proposition que nous déposons aujourd'hui comprenait-elle, dans son texte primitif, l'abolition du vote plural pour la commune et pour la province, en même temps qu'elle y introduisait un large régime de repré-

sentation proportionnelle. Les deux réformes sont, dans notre pensée, étroitement unies. Nous les voulons toutes les deux en elles-mêmes et pour elles-mêmes. Et si beaucoup de nos concitoyens regardent aujourd'hui la représentation proportionnelle comme une garantie contre les entraînements possibles du suffrage universel, nous tenons à dire que, sans contester la justesse de cette appréciation, elle n'est ni la seule, ni même la principale raison qui nous guide.

La représentation proportionnelle est, pour nous et avant tout, une mesure de sagesse politique et de justice, nécessaire sous tous les régimes électoraux. Et bien plus encore qu'une garantie contre le suffrage universel, nous y voyons la garantie la plus précieuse et le complément même du suffrage universel.

Si, malgré notre résolution de poursuivre les deux réformes avec une égale ardeur, nous avons élagué de notre proposition les dispositions qui supprimeraient le vote plural, c'est pour cette unique raison qu'une proposition ayant ce même objet vient d'être déposée par MM. Vandervelde, Anseele, Furnémont, Terwagne, Denis et Mansart.

Sans doute, les raisons invoquées et les dispositions proposées différaient-elles en quelques détails; sans doute aussi, notre projet s'abstenait-il de soulever le grave problème du suffrage des femmes; mais il nous a paru qu'il valait mieux, dans l'intérêt de la cause du suffrage universel, qu'il ne fût point présenté deux projets opposés, ne fût-ce qu'en apparence, l'un à l'autre.

Nous défendrons donc le projet déjà déposé, sous réserve des amendements que motiveraient les conditions d'âge, de résidence ou d'autres de ce genre, sauf aussi à ne point faire nôtres toutes les raisons invoquées par nos collègues ou à en produire d'autres.

Si nous n'avons pas renoncé aussi à la partie de notre projet qui concerne la représentation proportionnelle, c'est que l'application de cette réforme aux conseils provinciaux présentait certaines difficultés qui se présentent aussi pour les élections législatives et que nous avons voulu essayer de résoudre par l'adoption de règles destinées à faire juste part aux différents groupes électoraux, même dans l'hypothèse où les circonscriptions actuelles seraient maintenues ou peu modifiées.

Notre proposition se réduit donc à l'application intégrale de la représentation proportionnelle aux élections provinciales et communales.

On se souvient que la représentation proportionnelle, rendue possible pour les élections législatives par la revision de l'article 48 de la Constitution, fut, en 1895, repoussée par un vote de la Chambre même qui venait de faire la revision. Elle ne reparut qu'en 1898, introduite dans la loi des élections communales comme l'expédient subsidiaire et méprisé d'une combinaison si étrangement échafaudée que, seul, le parti au pouvoir en pouvait tirer avantage. C'était, à prétexte de représentation proportionnelle, le régime le plus *disproportionnel* qui se pût concevoir!

Rien n'était plus propre à ruiner le principe nouveau. Mais il triompha du péril!

La compromettante aventure n'eut d'autre résultat que de faire apparaître aux yeux de tous la simplicité de fonctionnement d'un régime que l'on avait prétendu d'application chimérique et impossible, et de mettre en pleine lumière toute la puissance de justice et de pacification sociale que contenait la représentation proportionnelle.

Aussi, ceux-là mêmes qui l'avaient le plus ardemment combattue s'empresèrent-ils d'en faire l'ancre du salut, lorsqu'il fallut, l'an dernier, calmer l'effervescence qu'avaient fait naître dans le pays d'imprudentes provocations.

La représentation proportionnelle devint la loi des élections législatives. Sa première application, tout en laissant apparaître des imperfections qui avaient été signalées d'avance au législateur et qui seront aisément corrigées, a eu cette fortune de convaincre les plus hésitants et de désarmer les plus hostiles.

L'évolution est telle que, de toutes parts, on demande l'inscription de la représentation proportionnelle dans la Constitution !

Elle est digne d'y prendre rang à côté des plus généreuses et des plus nobles affirmations de principe. Et il n'est pas douteux qu'au jour prochain d'une nouvelle révision, la représentation proportionnelle, devenue aussi populaire que le suffrage universel, mais rencontrant moins de résistances conservatrices, deviendra, plus aisément encore que le suffrage universel, la loi constitutionnelle du pays.

Mais ce qui importe à l'heure actuelle, c'est qu'elle pénètre sans retard dans les lois qui régissent les élections communales et provinciales.

Il y a urgence pour nos communes surtout.

Dans l'immense majorité des communes, nulle représentation n'appartient aux minorités. Le contrôle y fait totalement défaut. Les injustices et les abus de pouvoir y foisonnent.

Des pratiques frauduleuses, si répandues qu'elles paraissent répondre à un plan d'ensemble, aboutissent à falsifier jusqu'aux listes électorales. La source même des pouvoirs publics en est empoisonnée.

Il est plus que temps que la lumière pénètre dans toutes nos maisons communales. Il est temps aussi que tous nos conseils provinciaux et leurs députations permanentes s'ouvrent aux minorités.

En ce qui concerne le mode de représentation proportionnelle, nous estimons qu'il y a lieu d'étendre aux élections provinciales et communales les dispositions du titre XI du Code électoral.

L'application qui en a été faite aux élections du 27 mai dernier n'a soulevé aucune critique sérieuse et nous ne croyons devoir y proposer aucune modification.

Pour les élections provinciales, toutefois, nous avons cru devoir ajouter quelques dispositions complémentaires.

Il nous a paru impossible d'établir, pour ces élections essentiellement administratives où l'intérêt local doit être respecté et représenté, des circonscriptions assez vastes pour assurer l'exacte représentation des partis dans chacune de nos assemblées provinciales.

Nous proposons donc le maintien des circonscriptions actuelles et des dispositions qui assurent à chaque canton un nombre de conseillers provinciaux en rapport avec sa population; mais, pour empêcher que l'exiguïté de ces circonscriptions ne fausse les résultats généraux du scrutin, nous demandons qu'une répartition générale ait lieu au chef-lieu de la province, qui, tout en respectant la répartition des conseillers provinciaux entre les divers cantons, attribue à chaque parti un nombre d'élus exactement proportionnel au nombre de voix qu'il aura obtenues dans l'ensemble de la province.

Les règles qui doivent assurer ce résultat sont très simples et leur application ne peut donner lieu à aucune difficulté, si, comme cela s'est toujours fait pour l'application de nos lois électorales, des instructions nettes et précises sont données aux présidents des collèges électoraux.

Voici d'ailleurs notre formule, sur laquelle nous nous permettons d'appeler votre attention toute particulière et qui rencontrera une adhésion unanime, nous n'en doutons pas.

*Le chiffre local ou cantonal d'un parti est l'ensemble de toutes les voix recueillies par ce parti dans le canton.*

*En divisant le total des votes valablement émis dans le canton par le nombre de sièges à y conférer, on obtient le diviseur cantonal; et en divisant le chiffre local d'un parti par ce diviseur, on obtient un résultat qui indique exactement sa puissance locale. C'est le dividende cantonal du parti; il exprime en unités et fractions le nombre de sièges auquel le parti peut prétendre dans le canton.*

*Lorsque l'on fera au bureau provincial la division des mandats revenant à un parti entre les différents cantons où ce parti est entré en lutte, c'est ce dividende qui servira de base à la distribution.*

*Le total de ses chiffres cantonaux constitue pour chaque parti son chiffre provincial, base de la répartition provinciale des sièges.*

*Pour y procéder, on divise successivement par 1, par 2, par 3, etc., le chiffre provincial de chaque parti et on attribue les sièges à chacun d'eux d'après l'importance des quotients ainsi obtenus.*

*Le dernier quotient forme le diviseur général de la province et il suffit de diviser par ce diviseur le chiffre provincial de chaque groupe pour déterminer le nombre de sièges auquel chacun d'eux aura droit.*

*Cette première opération terminée et chaque parti connaissant ainsi le total des mandats, ce total se divise entre les différents cantons sur la base des dividendes cantonaux.*

*Cette répartition se fait suivant le même système, c'est-à-dire en divisant par 1, par 2, par 3, etc., chaque dividende cantonal du parti et en attribuant successivement les sièges aux différents cantons d'après l'ordre d'importance de ces nouveaux quotients.*

Ainsi chaque parti obtient une représentation proportionnelle au nombre des voix qu'il a recueillies dans la province et les groupes locaux qui forment le parti ont chacun leur part dans cette représentation.

Des dispositions spéciales prévoient et règlent les cas exceptionnels où,

dans un canton déterminé, le même siège serait réclamé par plusieurs partis.

Une très intéressante étude de M. Hermann Dumont, publiée dans la *Réforme* du 30 novembre dernier, permet de suivre sur les chiffres des dernières élections législatives l'application du système adopté par le projet.

Nous saisissons cette occasion de remercier M. Hermann Dumont du concours qu'il a bien voulu nous prêter pour l'étude de ce projet de loi, qui est, dans une très large mesure, son œuvre.

L'article 5 de notre projet fait application de la représentation proportionnelle à l'élection des députations permanentes; c'est le complément logique des autres dispositions du projet. Les députations permanentes, en effet, ne constituent pas seulement une sorte de pouvoir exécutif des décisions du conseil provincial. Elles sont essentiellement et avant tout des corps délibérants et pour que la mission de surveillance et de tutelle qu'elles sont appelées à remplir vis-à-vis des communes puisse s'exercer avec impartialité, il est indispensable que les minorités y soient représentées comme dans le conseil provincial lui-même.

Plusieurs d'entre nous étaient même d'avis d'appliquer le même principe aux administrations communales et de faire élire par la représentation proportionnelle les collèges échevinaux, mais il nous a paru préférable de ne pas proposer cette mesure dont la nécessité n'est pas démontrée pour tout le monde. Nous nous bornons à demander que les bourgmestres soient désormais choisis par les conseils communaux. Ce retour aux traditions de 1830 est nécessaire si l'on veut que le chef de l'administration communale soit toujours en communauté d'idées avec la majorité du conseil communal et la majorité des électeurs de la commune.

Au point de vue des élections communales, nous ne proposons aucune modification aux règles électorales introduites par la loi du 29 décembre 1899, si ce n'est pour les communes divisées en plusieurs sections ou hameaux ayant des représentants spéciaux au conseil communal, mais nous croyons nécessaire d'abroger les dispositions actuellement en vigueur, qui prévoient l'élection de conseillers supplémentaires représentant spécialement, dans les grandes communes, les patrons et les travailleurs industriels. Elles sont, en effet, de nature à fausser l'exacte représentation des partis et des groupes électoraux.

C'est aussi pour assurer cette exacte représentation que nous proposons de remplacer le renouvellement partiel des conseils provinciaux et communaux par un renouvellement intégral, qui aura lieu tous les quatre ans. Avec le système électoral nouveau, un changement radical de la composition des assemblées délibérantes ne saurait plus se produire subitement et la continuité des traditions administratives est assurée sans qu'il soit besoin de recourir à l'expédient des renouvellements partiels.

Enfin des dispositions transitoires, qui s'expliquent d'elles-mêmes, fixent la date d'entrée en vigueur de la nouvelle législation électorale.

ÉMILE FERON, VICTOR VANDEWALLE.

## PROPOSITION DE LOI

---

### ARTICLE PREMIER

L'article 11 de la loi du 22 avril 1898 est modifié comme suit :

Les dispositions des titres V et XI du Code électoral sont applicables à l'élection des conseillers provinciaux, sauf les modifications qui résultent des articles ci-après.

Les articles 13 (§ 2 et § 3), 15, 16, 18 à 22 et 32 de la loi du 22 avril 1898, sont remplacés par les dispositions suivantes :

A. — La communication télégraphique prévue par l'article 256 du Code électoral est adressée au président du bureau électoral provincial. Ce bureau est celui que le président du tribunal de 1<sup>re</sup> instance siégeant au chef-lieu de la province est appelé à présider en vertu des articles 142 du Code électoral et 8 de la loi du 22 avril 1898.

Le président de ce bureau signale, le cas échéant, aux présidents des collèges électoraux de la province les candidatures multiples.

B. — Lorsque la liste des candidats régulièrement présentés a été arrêtée dans les différents collèges, les candidats présentés dans les cantons d'une même province peuvent, dans le délai de cinq jours, déclarer qu'ils appartiennent, au point de vue de la répartition des sièges, à un seul groupe électoral.

Cette déclaration doit être collective et signée de tous ceux qui y adhèrent et

### EERSTE ARTIKEL.

Artikel 11 der wet van 22 April 1898 wordt gewijzigd als volgt :

De bepalingen van de titels V en XI van het Kieswetboek zijn van toepassing op de verkiezing van de provincieraadsleden, behoudens de wijzigingen die uit de navolgende artikelen voortspuiten.

De artikelen 13 (§ 2 en § 3), 15, 16, 18 tot 22 en 32 der wet van 22 April 1898 worden vervangen door de volgende bepalingen :

A. — De telegraphische kennisgeving, voorzien bij artikel 256 van het Kieswetboek, wordt gericht tot den voorzitter van het provinciaal kiesbureau. Dit bureau is datgene 't welk de voorzitter der rechtbank van eersten aanleg, gevestigd in de hoofdplaats der provincie, moet voorzitten krachtens de artikelen 142 van het Kieswetboek en 8 van de wet van 22 April 1898.

De meervoudige candidaturen worden, bij voorkomend geval, door den voorzitter van dat bureau bekend gemaakt aan de voorzitters van de kiescolleges der provincie.

B. — Wanneer de lijst van de regelmatig voorgedragen kandidaten in de verscheidene colleges is vastgesteld geworden, mogen de kandidaten, in de kantons van dezelfde provincie voorgedragen, binnen den tijd van vijf dagen verklaren dat zij, ten opzichte van de verdeling der zetels, tot eene enkele kiesgroep behooren.

Deze verklaring moet gezamenlijk gedaan worden en ondertekend zijn door

qui y sont désignés ; elle n'a d'effet vis-à-vis des candidats qui figurent sur une liste cantonale que si tous les candidats titulaires de la liste ont donné leur adhésion et leur signature à la déclaration collective.

Celle-ci est remise, avant l'expiration du délai de cinq jours, au président du bureau électoral provincial, contre récépissé.

C. — Immédiatement après l'expiration du délai de cinq jours, le président du bureau électoral provincial communique aux présidents des collèges cantonaux les déclarations, faites en vertu de l'article précédent, qui sont signées par les candidats de leur circonscription. Ces déclarations sont aussitôt portées à la connaissance des électeurs du canton par voie d'affiches.

D. — Si aucun des candidats présentés dans le canton n'a fait, conformément à l'article B, la déclaration qu'il appartient au même groupe électoral que des candidats présentés dans un autre canton, la répartition des sièges entre les listes et la proclamation des élus du canton se font conformément aux articles 263 à 266 du Code électoral.

E. — Si un ou plusieurs des candidats présentés dans le canton ont fait la déclaration prévue à l'article B, le bureau détermine le diviseur électoral du canton en divisant le nombre total des votes valablement émis dans le canton par le nombre de sièges à y conférer.

Il divise ensuite par ce diviseur le chiffre électoral de chaque liste et obtient ainsi pour chacune d'elle un résultat qui lui indique sa puissance électorale dans le canton. Au bureau principal ce résultat servira de base à la répartition par canton des sièges attribués au groupe et dans cette opération il prend le nom de *divisende cantonal*.

al degenen die er zich mede vereenigen en er in aangeduid zijn ; zij is slechts van kracht tegenover kandidaten die op eene kantonnale lijst voorkomen, wanneer al de kandidaten-titelvoerders van de lijst de gezamenlijke verklaring aangenomen en onderteekend hebben.

Gemelde verklaring wordt, vóór den afloop van den tijd van vijf dagen, aan den voorzitter van het provinciaal kiesbureel afgegeven, tegen ontvangstbewijs.

C. — Onmiddellijk na afloop van den tijd van vijf dagen wordt aan de voorzitters van de kantonnale colleges door den voorzitter van het provinciaal kiesbureel kennis gegeven van de krachtens het vorig artikel gedane verklaringen, die door de kandidaten hunner omschrijving zijn onderteekend. Deze verklaringen worden aan de kiezers van het kanton dadelijk bekend gemaakt door middel van plakbrieven.

D. — Heeft geen enkele der in het kanton voorgedragen kandidaten verklaard, krachtens artikel B, dat hij tot dezelfde kiesgroep behoort als kandidaten in een ander kanton voorgedragen, dan wordt er tot de verdeling der zetels onder de lijsten en de aanduiding van de verkozenen in het kanton overgegaan overeenkomstig de artikelen 263 tot 266 van het Kieswetboek.

E. — Hebben een of verscheidene kandidaten, in het kanton voorgedragen, de verklaring gedaan bij artikel B voorzien, dan stelt het bureel den kiesdeeler van het kanton vast door het geheel bedrag van de in het kanton geldig uitgebrachte stemmen te deelen door het getal toe te kennen zetels.

Het deelt daarna door dezen deeler het kiescijfer van elke lijst en bekomt op deze wijze voor elke lijst eene uitkomst, die hare kiesmacht in het kanton te kennen geeft. Bij het hoofdbureel zal deze uitkomst tot grondslag dienen van de verdeling, per kanton, der zetels, aan de groep toegekend, en bij deze bewerking wordt zij *kantonnaal deeltal* genaamd.

Le chiffre des unités entières du dividende cantonal d'une liste indique le nombre de sièges qui sont attribués à cette liste, et un pareil nombre de mandats effectifs est conféré aux candidats de cette liste

L'ordre d'élection des candidats, tant titulaires que suppléants, est déterminé conformément aux articles 265 et 266 du Code électoral. La dévolution des suffrages de liste se fait à concurrence du diviseur électoral cantonal établi conformément au § 1<sup>er</sup> du présent article.

F. — Si aucun des candidats du canton n'a fait la déclaration prévue à l'article B, le procès-verbal de l'élection est envoyé, dans les deux jours, au greffier provincial, avec les pièces mentionnées à l'article 198 du Code électoral.

Dans le cas contraire, le procès-verbal de l'élection est adressé immédiatement au président du bureau électoral provincial, les autres pièces étant seules envoyées au greffier provincial.

G. — Le bureau électoral provincial se réunit le lendemain de l'élection, à midi.

Après avoir pris communication des procès-verbaux qui ont été adressés au président du bureau conformément à l'article précédent, le bureau détermine quel est, pour l'ensemble des bureaux dont les procès-verbaux lui sont soumis, le chiffre électoral de chaque groupe électoral, en additionnant les chiffres électoraux qu'il a obtenus dans les différents cantons où il a eu des candidats.

Les listes dont les candidats n'ont pas usé de la faculté donnée dans l'article B conservent leur chiffre électoral local.

H. — Ensuite, le bureau divise successivement par 1, 2, 3, 4, 5, etc., le chiffre électoral total de chacun des groupes électoraux et de chacune des listes restées isolées et range les quotients par ordre d'importance, jusqu'à concu-

Het getal volle eenheden van het kantonnaal deeltal eener lijst duidt het getal zetels aan die aan deze lijst zijn toegekend, en een gelijk getal werkelijke mandaten wordt aan de kandidaten dezer lijst begeben.

De verkiezingsorde van de kandidaten, titelvoerders zoowel als plaatsvervangers, wordt bepaald overeenkomstig de artikelen 265 en 266 van het Kieswetboek. De overdraging van de stemmen op lijst wordt gedaan tot beloop van den kantonnalen kiesdeeler, overeenkomstig § 1 van dit artikel vastgesteld.

F. — Werd de verklaring, bij artikel B voorzien, door geen enkel kandidaat van het kanton gedaan, dan wordt het proces-verbaal van de verkiezing, binnen twee dagen, aan den provincialen griffier gezonden met de stukken vermeld in artikel 198 van het Kieswetboek.

Is dit het geval niet, dan wordt het proces-verbaal van de verkiezing dadelijk gestuurd aan den voorzitter van het provinciaal kiesbureel; alleen de andere stukken worden aan den provincialen griffier gezonden.

G. — Het provinciaal kiesbureel vergadert den dag na de verkiezing, des middags.

Het bureel, na kennis te hebben genomen van de processen-verbaal die overeenkomstig het vorig artikel aan den voorzitter werden gezonden, stelt vast welk het kiescijfer is van elke kiesgroep voor al de bureelen waarvan de processen-verbaal hem onderworpen zijn; daartoe telt het de kiescijfers samen die zij heeft bekomen in de verscheidene kantons waar zij kandidaten had.

De lijsten waarvan de kandidaten het recht, door artikel B. verleend, niet hebben uitgeoefend, behouden haar plaatselijk kiescijfer.

H. — Daarna deelt het bureel achtereenvolgens door 1, 2, 3, 4, 5, enz., het gezamenlijk kiescijfer van elke kiesgroep en van elke afzonderlijk gebleven lijst; het rangschikt de quotienten naar de orde hunner belangrijkheid, tot beloop van een

rence d'un nombre total de quotients égal à celui des conseillers à élire dans l'ensemble des cantons.

Le dernier quotient forme le diviseur électoral général de la province. Chaque groupe ou liste isolée a droit à autant de sièges dans l'ensemble des cantons que son chiffre électoral contient de fois ce diviseur électoral.

Si le nombre de sièges ainsi attribués à un groupe électoral ou à une liste isolée est moins élevé que le nombre des candidats du groupe ou de la liste qui ont été déclarés élus dans les différents cantons, soit en vertu de l'article 253 du Code électoral, soit en vertu de l'article E qui précède, les sièges en excédent sont déduits de ceux revenant aux autres groupes, en commençant par le groupe ou la liste isolée à qui appartient le quotient le moins élevé.

1. — Les sièges restés vacants dans les cantons dont la représentation n'est pas encore complète, sont attribués à due concurrence aux groupes auxquels les répartitions locales n'ont attribué qu'un nombre de sièges inférieur à ce qui leur revient d'après les deux derniers paragraphes de l'article H.

A cet effet, le bureau divise tous les dividendes cantonaux d'un même groupe électoral successivement par 1, 2, 3, 4, 5, etc., et classe les quotients ainsi obtenus par ordre d'importance, jusqu'à concurrence d'un nombre de quotients égal au nombre de sièges qui ont été attribués au groupe en vertu de l'article H, le groupe devant avoir, dans chaque canton, autant de sièges qu'il y a de quotients provenant de ce canton classés en ordre utile.

Si, dans un canton, les quotients venant en ordre utile pour les différents groupes dépassent le nombre des conseillers qui doivent être élus dans le canton, aucun siège n'est attribué au plus faible de ces quotients, le quotient éliminé étant remplacé par le premier des quotients du

algeheel getal quotienten, dat gelijk staat met dit der in al de kantons te verkiezen raadsleden.

Het laatste quotient is de algemeene kiesdeeler van de provincie. Elke groep of afzonderlijke lijst heeft zooveelmaal recht op zetels in al de kantons samen als haar kiescijfer dezen kiesdeeler bevat.

Is het getal zetels, op deze wijze toegekend aan eene kiesgroep of aan eene afzonderlijke lijst, beneden dit van de kandidaten der groep of der lijst die in de verscheidene kantons verkozen werden verklaard, hetzij krachtens artikel 253 van het Kieswetboek, hetzij krachtens het vorig artikel E, dan worden de overige zetels afgetrokken van die welke aan de andere groepen toekomen, te beginnen met de groep of de afzonderlijke lijst die het laagste quotient heeft.

1. — De niet begeven zetels in de kantons waarvan al de vertegenwoordigers nog niet aangewezen zijn, worden, tot het noodige bedrag, toegekend aan de groepen die, bij de plaatselijke verdeelingen, slechts een getal zetels hebben bekomen beneden dit hetwelk haar krachtens de twee laatste alinea's van artikel H toekomt.

Daartoe deelt het bureel al de kantonale deeltallen van dezelfde kiesgroep achtereenvolgens door 1, 2, 3, 4, 5, enz., en rangschikt het de aldus bekomen quotienten naar de orde hunner belangrijkheid, tot beloop van een getal quotienten dat gelijk staat met dit der zetels aan de groep toegekend krachtens artikel H; in elk kanton moet de groep zooveel zetels hebben als er quotienten, door het kanton opgeleverd, in aanmerking zijn genomen.

Zijn in een kanton de quotienten, voor de onderscheidene groepen in aanmerking genomen, hooger dan het getal te verkiezen raadsleden in het kanton, dan wordt geen zetel toegewezen aan het laagste dezer quotienten; het afgewezen quotient wordt vervangen door het eerste

même groupe qui fait suite à ceux classés en ordre utile.

J. — Lorsque, dans la répartition prévue par l'article H, un siège revient à titre égal à plusieurs groupes électoraux, il est attribué à celui qui a le chiffre électoral le plus élevé; en cas de parité de chiffres électoraux, au groupe auquel appartient le candidat dont l'élection est en cause qui a obtenu le plus grand nombre de voix subsidiairement au plus âgé.

On suit les mêmes règles dans la répartition prévue à l'article I, lorsqu'un des sièges attribués à un groupe revient à titre égal à deux ou plusieurs cantons.

K. — Lorsque, dans un canton, des sièges demeurent vacants parce que le groupe qui serait appelé à les occuper n'a pas présenté de candidats dans le canton ou en a présenté en nombre insuffisant, ces sièges sont attribués aux autres groupes en suivant l'ordre d'importance des quotients non encore utilisés qui leur appartiennent dans ce canton.

L. — Lorsque les conseillers titulaires sont tous élus, les candidats suppléants qui viennent en ordre utile sont désignés comme conseillers provinciaux suppléants, conformément à l'article 266 du Code électoral.

M. — Le résultat des opérations auxquelles a procédé le bureau électoral provincial est proclamé publiquement. Le procès-verbal de ces opérations est, dans les deux jours, transmis au greffier provincial, ainsi que les procès-verbaux que le bureau provincial a reçus des bureaux cantonaux.

#### ART. 2.

Les articles 4, 5, 36, 37 et 38 de la loi du 22 avril 1898 sont remplacés par les dispositions suivantes :

van de quotients derzelfde groep, volgende op die in aanmerking genomen.

J. — Wanneer, bij de verdeling waarvan sprake in artikel H, een zetel te gelijken titel aan verscheidene kiesgroepen toekomt, wordt hij begeben aan degene welke het hoogste kiescijfer heeft; bij gelijkheid van kiescijfers, aan de groep waarvan deel uitmaakt de candidaat, wiens verkiezing het geldt, die de meeste stemmen behaalde; vervolgens, aan den oudste.

Dezelfde regelen worden, bij de verdeling waarvan sprake in artikel I, toegepast, wanneer een der zetels, aan eene groep toegekend, te gelijken titel aan twee of verscheidene kantons toekomt.

K. — Zijn er, in een kanton, zetels niet begeben, omdat de groep aan welke zij zouden toekomen in het kanton geen kandidaten of een ontoereikend getal kandidaten heeft voorgedragen, dan worden deze zetels aan de anderen groepen toegewezen naar de orde van belangrijkheid der quotients die nog niet in aanmerking zijn genomen en haar in dat kanton toekomen.

L. — Zijn de raadsleden-titelvoeders allen verkozen, dan worden de candidaten-plaatsvervangers, die naar de vereischte orde zijn gerangschikt, plaatsvervangende provincieraadsleden verklaard, overeenkomstig artikel 266 van het Kieswetboek.

M. — De uitslag der verrichtingen van het provinciaal kiesbureel wordt openbaar afgekondigd. Het proces-verbaal dezer verrichtingen wordt, binnen twee dagen, aan den provincialen griffier gezonden met de processen-verbaal door de kantonale bureelen aan het provinciaal bureel besteld.

#### ART. 2.

De artikelen 4, 5, 36, 37 en 38 der wet van 22 April 1898 worden vervangen door de volgende bepalingen :

La réunion des électeurs à l'effet de procéder au renouvellement des conseils provinciaux a lieu de plein droit tous les quatre ans, le premier dimanche du mois de juin.

Les conseillers provinciaux sont élus pour le terme de quatre ans, à compter du premier mardi du mois de juillet qui suit leur élection. Ils sont rééligibles.

En cas de vacance d'un ou plusieurs sièges, si ces sièges doivent être occupés par des suppléants, il est procédé à leur installation à la première réunion ordinaire ou extraordinaire du conseil provincial.

A défaut de suppléants, les sièges restent vacants jusqu'à la prochaine convocation des électeurs.

#### ART. 5.

L'article 100 de la loi provinciale, modifié par l'article 41 de la loi du 22 avril 1898, est remplacé par les dispositions suivantes :

A. — Les membres des députations permanentes sont élus pour un terme de quatre ans, au cours de la session ordinaire qui suit le renouvellement des conseils provinciaux.

B. — L'élection se fera conformément aux règles tracées au titre XI du Code électoral, sauf les modifications suivantes :

1° Les candidats doivent être présentés par cinq conseillers provinciaux cinq jours au moins avant celui fixé pour le scrutin.

Les présentations de candidats et les déclarations d'acceptation sont remises au président du conseil provincial, qui en délivre récépissé;

2° Le bureau du conseil provincial remplit les fonctions du bureau électoral.

La liste des candidats est arrêtée par

De vergadering der kiezers om over te gaan tot de vernieuwing van de provincieraden heeft van rechtswege plaats om de vier jaar, den eersten Zondag van de maand Juni.

De provincieraadsleden worden verkozen voor eenen termijn van vier jaar, te rekenen van den eersten Dinsdag der maand Juli die op hunne verkiezing volgt. Zij zijn herkiesbaar.

Wanneer één of verscheidene zetels onbezet zijn, zoo deze zetels aan plaatsvervangers moeten toegekend worden, wordt er tot dezer aanstelling op de eerstvolgende gewone of buitengewone vergadering van den provincieraad overgegaan.

Bij gebrek aan plaatsvervangers blijven de zetels onbezet tot de eerstvolgende oproeping der kiezers.

#### ART. 5.

Artikel 100 van de provinciewet, gewijzigd door artikel 41 der wet van 22 April 1898, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

A. — De leden van de Bestendige Deputaties worden gekozen voor den tijd van vier jaar, gedurende den gewonen zittijd die op de vernieuwing van de provincieraden volgt.

B. — Tot de kiezing wordt overgegaan overeenkomstig de regelen door titel XI van het Kieswetboek bepaald, behoudens de volgende wijzigingen :

1° De kandidaten moeten, ten minste vijf dagen vóór den dag tot de stemming bepaald, door vijf provincieraadsleden voorgedragen worden.

Decandidaatstelling en de verklaringen van aanneming worden behandigd aan den voorzitter van den provincieraad, die er ontvangstbewijs van aflevert ;

2° Het bureel van den provincieraad treedt als kiesbureel op.

De lijst der kandidaten wordt door

le bureau quatre jours avant celui fixé pour le scrutin;

3° S'il y a lieu à application de l'article 257 du Code électoral, le procès-verbal de l'élection est rédigé séance tenante; des extraits en sont adressés aux élus et aux conseillers provinciaux. Dans le cas contraire, la liste des candidats est transmise à ces derniers avec la lettre qui les convoque au scrutin.

#### ART. 4.

Les articles 1<sup>er</sup>, 18, 20, §§ 2 et 3, 21, 22, § 1, 25, § 2, 29, 31, 39 et 40 de la loi du 12 septembre 1895 sont modifiés comme suit :

Art. 1<sup>er</sup>. — La réunion ordinaire des électeurs à l'effet de procéder au renouvellement des conseils communaux a lieu de plein droit tous les quatre ans, le troisième dimanche d'octobre.

Art. 18. — *Le dernier paragraphe de cet article est remplacé par la disposition suivante* : Les articles 254 à 256 du Code électoral sont applicables à la présentation des candidats aux élections communales.

Art. 20, § 2. — Les trois premiers alinéas de l'article 257 du Code électoral sont applicables aux élections communales. Dans le cas où il y a lieu d'en faire l'application, le procès-verbal de l'élection, rédigé et signé séance tenante par les membres du bureau, est adressé immédiatement à la députation permanente du conseil provincial avec les actes de présentation, et des extraits en sont envoyés aux élus et publiés par voie d'affiches dans la commune.

§ 3. — Dans le cas contraire, la liste des candidats est aussitôt affichée.

Art. 21. — A l'expiration du terme utile pour la présentation des candida-

het bureel vastgesteld vier dagen vóór den dag tot de stemming bepaald.

3° Zoo artikel 257 van het Kieswetboek moet toegepast worden, wordt het proces-verbaal der kiezing dadelijk opgemaakt; uittreksels uit gemeld proces-verbaal worden aan de verkozenen en aan de provincieraadsleden medegedeeld. Is dit het geval niet, dan wordt aan laatstgenoemden de lijst der kandidaten gezonden, tegelijkertijd met den oproepingsbrief voor de stemming.

#### ART. 4.

De artikelen 1, 18, 20, §§ 2 en 3, 21, 22, § 1, 25, § 2, 29, 31, 39 en 40 der wet van 12<sup>n</sup> September 1895 worden gewijzigd als volgt :

Art. 1. — De gewone vergadering der kiezers om tot de hernieuwing van de gemeenteraden over te gaan, heeft van rechtswege plaats om de vier jaar, den derden Zondag van October.

Art. 18. — *Het laatste lid van dat artikel wordt door deze bepaling vervangen* : De artikelen 254 tot 256 van het Kieswetboek zijn van toepassing op de kandidatenstelling voor de gemeenteverkiezingen.

Art 20, § 2. — De drie eerste alinea's van artikel 257 van het Kieswetboek zijn van toepassing op de gemeenteverkiezingen. Moeten zij toegepast worden, dan wordt het proces-verbaal der verkiezing, dadelijk opgemaakt en door de leden van het bureel ondertekend, onmiddelijk gezonden, met de voorstellingsakten, aan de bestendige Deputatie van den provincieraad; uittreksels uit gemeld proces-verbaal worden aan de verkozenen gestuurd en door middel van plakbrieven in de gemeente bekend gemaakt.

§ 3 Is dit het geval niet, dan wordt de lijst der kandidaten dadelijk aangeplakt.

Art. 21. — Na afloop van het gestelde tijdsbestek voor het voordragen der can-

tures, le bureau principal formule le bulletin en se conformant aux prescriptions de l'article 258 du Code électoral.

Art. 22, § 1. — *Sont supprimés dans ce paragraphe les mots : « de couleur blanche pour la 1<sup>re</sup> série et de couleur rose pour la 2<sup>de</sup> série ».*

Art. 25, § 2. — *Un exemplaire du Code électoral et des lois électorales, provinciales et communales est déposé dans la salle d'attente... etc., comme à l'article actuel.*

Art. 29. — *Sont supprimés au paragraphe 1<sup>er</sup> de cet article les mots : « et pour chacune des deux séries, s'il y a lieu. »*

*Les paragraphes 3 et 4 sont remplacés par la disposition suivante :*

Les dispositions des articles 174, alinéas 3, 5 et 6, 176 et 259 du Code électoral sont applicables aux élections communales.

Art. 31. — *Sont supprimés au paragraphe 1<sup>er</sup> les mots : « et séparément pour chacune des séries, s'il y a lieu ».*

Art. 39. — *Le président et l'un des membres du bureau, après avoir mêlé tous les bulletins que le bureau est chargé de dépouiller, les dépliant et les classent comme suit : Une catégorie distincte est faite pour chacune des listes et des candidatures isolées, dans l'ordre des numéros de ces listes et candidats, et comprend tous les bulletins valables exprimant un vote pour la liste ou un vote nominatif pour l'un de ses candidats.*

Les bulletins blancs ou nuls et les bulletins suspects sont classés à part et forment deux catégories distinctes.

Il est procédé au classement et à l'examen des bulletins conformément aux articles 261, 183 et 184 du Code électoral.

Art. 40. — *Les paragraphes 3 à 8 sont*

*didaturen, stelt het hoofdbureel het stembriefje op, met inachtneming der voorschriften van artikel 258 van het Kieswetboek.*

Art. 22, § 1. — *In deze paragraaf vallen de volgende woorden weg : « van witte kleur voor de eerste reeks en van rozenkleur voor de tweede reeks ».*

Art. 25, § 2. — *Een exemplaar van het Kieswetboek, evenals van de kieswetten en de provincie- en gemeentewet, wordt in de wachtzaal neergelegd, enz., zooals in het huidig artikel.*

Art. 29. — *In paragraaf 1 van dit artikel vervallen de woorden : « en, in voorkomend geval, voor elke der twee reeksen ».*

*De paragrafen 3 en 4 worden door deze bepaling vervangen :*

De bepalingen van de artikelen 174, alinea's 3, 5 en 6, 176 en 259 van het Kieswetboek zijn van toepassing op de gemeenteverkiezingen.

Art. 31. — *In paragraaf 1 vervallen de woorden : « en, desgevallende, afzonderlijk voor elke reeks ».*

Art. 39. — *De voorzitter en een der leden van het bureel, na al de stembriefjes die door het bureel moeten opgenomen worden doorengemengd te hebben, ontvouwen ze en rangschikken ze als volgt :*

*Eene bijzondere afdeeling wordt gemaakt voor elke der lijsten en der afzonderlijke candidaturen, naar de orde van de nummers dezer lijsten en candidaturen, en bevat al de geldige stembriefjes waarop eene stemming voor de lijst of eene stemming op naam voor een harer kandidaten is uitgedrukt.*

*De witte of ongeldige stembriefjes en de verdachte stembriefjes worden afzonderlijk gerangschikt en maken twee onderscheidene afdeelingen uit.*

*Tot de rangschikking en het onderzoek van de stembriefjes wordt overgegaan overeenkomstig de artikelen 261, 183 en 184 van het Kieswetboek.*

Art. 40. — *De paragrafen 3 tot 8 wor-*

remplacés par les dispositions suivantes :

« Ce tableau indique :

Le nombre des bulletins trouvés dans les urnes, celui des bulletins blancs et nuls.

Il mentionne, pour chacune des listes classées dans l'ordre de leurs numéros, le nombre des votes de liste et le nombre des suffrages nominatifs obtenus par chaque candidat.

Les votes de liste comprennent les votes marqués en tête de liste et les votes donnés uniquement à des suppléants, lesquels sont comptés à la fois comme votes de liste et comme votes individuels pour les suppléants.

#### ART. 5.

Les articles 42 à 48 de la loi du 12 septembre 1895 sont remplacés par les dispositions suivantes :

L'élection communale se fait en un seul tour de scrutin.

Lorsqu'il n'y a qu'un seul membre à élire, le candidat qui a obtenu le plus grand nombre de voix est élu.

Lorsqu'il y a plus d'un membre à élire, on fait application des articles 262 à 266 du Code électoral.

#### ART. 6.

L'article 4 de la loi du 11 avril 1895 et le titre III de la loi du 12 septembre 1895 sont abrogés, ainsi que le dernier paragraphe de l'article 70 de cette dernière loi.

#### ART. 7.

Les articles 62 et 64, § 1<sup>er</sup>, de la même loi sont modifiés comme suit :

Art. 62. — Le vote est obligatoire pour les élections communales.

Les dispositions des articles 220 à 223 du Code électoral, relatives à la sanction

den door de volgende bepalingen vervangen :

Deze tabel duidt aan :

Het getal stembriefjes in de bussen gevonden, alsmede dit van de witte en ongeldige stembriefjes.

Voor elke van de lijsten, naar de orde van hare nummers gerangschikt, vermeldt zij het getal stemmen op lijst en het getal stemmen op naam, door elken candidaat bekomen.

Als stemmen op lijst gelden de stemmen bovenaan de lijsten uitgedrukt en de stemmen enkel aan plaatsvervangers verleend; deze stemmen gelden tegelijkertijd als stemmen op lijst en als stemmen op naam voor de plaatsvervangers.

#### ART. 5.

De artikelen 42 tot 48 der wet van 12 September 1895 worden vervangen door de volgende bepalingen :

Tot de gemeenteverkiezingen wordt bij eene enkele stemming overgegaan.

Wanneer er slechts één lid te verkiezen is, wordt de candidaat die het hoogste getal stemmen bekomen heeft, verkozen.

Wanneer er meer dan één lid te verkiezen is, worden de artikelen 262 tot 266 van het Kieswetboek toegepast.

#### ART. 6.

Artikel 4 der wet van 11 April 1895 en titel III der wet van 12 September 1895, alsmede de laatste paragraaf van artikel 70 dezer laatste wet worden afgeschaft.

#### ART. 7.

De artikelen 62 en 64, paragraaf 1, van dezelfde wet worden gewijzigd als volgt :

Art. 62. De stemming is verplicht voor de gemeenteverkiezingen.

De bepalingen van de artikelen 220 tot 223 van het Kieswetboek, betreffende

de l'obligation du vote leur sont applicables.

Pour l'application des dispositions de l'article 223 relatives à la récidive en matière d'absences non justifiées au scrutin, on ne doit prendre en considération que les élections de même nature. Il n'y a pas récidive si l'absence à une élection communale succède à l'absence à une élection pour la province ou pour l'une des Chambres législatives et réciproquement.

Art. 64, § 1. — Les dispositions du titre VI (des pénalités) du Code électoral sont applicables aux élections communales.

#### ART. 8.

Le second alinéa de l'article 66 de la loi du 12 septembre 1895 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les listes électorales sont dressées dans ces communes en tenant compte de ces divisions; l'article 3 de la loi du 22 avril 1898 leur est appliqué.

L'élection se fait en suivant les règles indiquées à l'article 1 de la présente loi, chaque section de la commune formant un collège électoral distinct dont le président est désigné conformément à l'article 5 de la loi du 12 septembre 1895.

Le bureau principal de la section où se trouve située la maison communale remplit les fonctions de bureau électoral pour l'ensemble de la commune.

#### ART. 9.

A. — Les paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 2 de la loi communale sont remplacés par les dispositions suivantes :

Le bourgmestre et les échevins sont élus par le conseil communal parmi ses membres.

de bekrachtiging van de verplichte stemming, zijn van toepassing op die kiezingen.

Voor de toepassing van de bepalingen van artikel 225 betreffende de hervalling in zake van niet gerechtvaardigde afwezigheid bij de stemming, moeten slechts de verkiezingen van denzelfden aard in aanmerking genomen worden. Er is geen hervalling, zoo de afwezigheid bij eene gemeenteverkiezing volgt op de afwezigheid bij eene verkiezing voor de provincie of voor eene van beide Wetgevende Kamers, en omgekeerd.

Art. 64, § 1. — De bepalingen van titel VI (strafbepalingen) van 't Kieswetboek zijn toepasselijk op de gemeenteverkiezingen

#### ART. 8.

De tweede alinea van artikel 66 der wet van 12 September 1895 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

De kiezerslijsten worden in deze gemeenten opgemaakt met inachtneming van deze verdeelingen; artikel 3 der wet van 22 April 1898 is van toepassing op haar.

De verkiezing heeft plaats volgens de regelen, door artikel 1 van deze wet bepaald : elke sectie van de gemeente maakt een afzonderlijk Kiescollege uit, waarvan de voorzitter overeenkomstig artikel 5 der wet van 12 September 1895 wordt aangesteld.

Het hoofdbureel der sectie, waar het gemeentehuis gelegen is, treedt als kiesbureel op voor geheel de gemeente.

#### ART. 9.

A). De paragrafen 2, 3 en 4 van artikel 2 der gemeentewet worden door deze bepalingen vervangen :

De burgemeester en de schepenen worden door den gemeenteraad onder dezes leden verkozen.

L'élection a lieu au scrutin secret et à la majorité absolue, par autant de scrutins séparés qu'il y a de membres à élire dans le collège échevinal.

Le rang des échevins est déterminé par l'ordre des scrutins.

B. — La deuxième phrase du paragraphe 5 est modifiée comme suit :

L'élection a lieu dans la séance d'installation qui suit le renouvellement du conseil.

C. — L'article 80 de la loi du 12 septembre 1895 est modifié comme suit :

La démission des fonctions de conseiller, de bourgmestre ou d'échevin est adressée au conseil communal.

Le conseiller, le bourgmestre ou l'échevin qui contesterait le fait de sa démission peut se pourvoir devant la députation permanente du conseil provincial, qui prononce au plus tard dans le mois qui suit le recours.

#### ART. 10.

A. — Le dernier paragraphe de l'article 75 de la loi du 12 septembre 1895 est abrogé; les articles 76 à 79 sont remplacés par les dispositions suivantes :

Les conseillers communaux sont élus pour le terme de quatre ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier qui suit leur élection; ils sont rééligibles.

Les bourgmestres et échevins sont également élus pour un terme de quatre ans; toutefois, ils perdent cette qualité si dans l'intervalle ils cessent de faire partie du conseil.

B. — Dans l'article 82 de la même loi sont supprimés ces mots : « Lors d'un renouvellement partiel ou d'un renouvellement intégral. »

C. — Les paragraphes 1 et 2 de l'article 83 sont modifiés comme suit :

En cas de vacance d'un ou plusieurs sièges du conseil communal, l'élection a

De verkiezing geschiedt bij geheime stemming en bij volstreckte meerderheid, bij zoovele afzonderlijke stemningen als er leden voor het schepencollege te verkiezen zijn.

De rang der schepenen wordt bepaald door de volgorde der stemmingen.

B. — De tweede volzin van § 5 wordt gewijzigd als volgt :

Tot de verkiezing wordt overgegaan in de aanstellingszitting die op de hernieuwing van den raad volgt.

C — Artikel 80 der wet van 12 September 1895 wordt gewijzigd als volgt :

Het ontslag van het ambt van raadslid, burgemeester of schepen wordt tot den gemeenteraad gericht.

Het raadslid, de burgemeester of de schepen, die het feit van zijn ontslag zou betwisten, kan hooger beroep aantekenen bij de bestendige deputatie van den provincieraad, die uiterlijk binnen de maand, volgende op het aantekenen van hooger beroep, uitspraak doet.

#### ART. 10.

A. — Het laatste lid van artikel 75 der wet van 12 April 1895 wordt afgeschaft; de artikelen 76 tot 79 worden door de volgende bepalingen vervangen :

De gemeenteraadsleden worden verkozen voor een tijdsbestek van vier jaar te rekenen van den 1<sup>en</sup> Januari na hunne verkiezing; zij zijn herkiesbaar.

De burgemeesters en schepenen worden eveneens verkozen voor een tijdsbestek van vier jaar; evenwel, verliezen zij deze hoedanigheid, indien zij intusschentijd ophouden, van den raad deel uit te maken.

B. — In artikel 82 derzelfde wet vervallen deze woorden : « Bij eene gedeeltelijke vernieuwing of bij eene algeheele vernieuwing ».

C. — De paragrafen 1 en 2 van artikel 83 worden gewijzigd als volgt :

Ingeval een of meer zetels in den gemeenteraad onbezet zijn, heeft de verkie-

lieu à la plus prochaine réunion des électeurs.

Toutefois, s'il a été élu des suppléants aux conseillers à remplacer, ceux qui suivent les premiers dans l'ordre indiqué à l'article 266 du Code électoral entrent en fonctions après la vérification de leurs pouvoirs par le conseil communal.

#### ART. 11.

Le modèle n° 1 annexé à la loi du 22 avril 1898 et le modèle n° 1 annexé à la loi du 12 septembre 1895 sont remplacés par le modèle I annexé à la présente loi.

#### ART. 12.

Les dispositions de la présente loi seront coordonnées avec celles non abrogées des lois du 22 avril 1898 et du 12 septembre 1895 sous le titre de : Loi électorale provinciale et communale.

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

#### ART. 13.

Le mandat des conseillers provinciaux et des députés permanents actuellement en fonctions prendra fin le 1<sup>er</sup> juillet 1902.

Le corps électoral provincial sera convoqué le premier dimanche du mois de juin 1902 pour élire les nouveaux conseillers provinciaux. Le mandat des conseillers qui seront élus à cette date sera de quatre ans.

Les députés permanents seront élus également pour un terme de quatre ans dans la session ordinaire du mois de juillet 1902.

zing plaats bij de eerstvolgende vergadering der kiezers.

Evenwel, zoo er plaatsvervangers van de te vervangen leden werden verkozen, treden de eerste plaatsvervangers, naar de bij artikel 266 van het Kieswetboek aangeduide orde, in bediening na onderzoek van hunne geloofsbriefven door den gemeenteraad.

#### ART. 11.

Het model n° 1, bij de wet van 22 April 1898 gevoegd, en het model n° 1, bij de wet van 12 September 1895 gevoegd, worden vervangen door het model I, gevoegd bij deze wet.

#### ART. 12.

De bepalingen van deze wet zullen met de niet vervallen bepalingen der wetten van 22 April 1898 en van 12 September 1895 samengevoegd worden onder den titel : Kieswet voor provincie en gemeente.

### OVERGANGSBEPALINGEN.

#### ART. 13.

Het mandaat van de thans in bediening zijnde provincieraadsleden en leden der Bestendige Deputatie zal op 1 Juli 1902 een einde nemen.

Het kiezerskorps voor de provincie zal voor den eersten Zondag van de maand Juni 1902 opgeroepen worden om tot de verkiezing van de nieuwe provincieraadsleden over te gaan. Het mandaat van de raadsleden, die alsdan verkozen zullen worden, zal van vier jaar zijn.

Eveneens zullen de leden van de Bestendige Deputatie gedurende den gewonen zittijd der maand Juli 1902 verkozen worden voor een tijd van vier jaar.

## ART. 14.

Le mandat des conseillers communaux, bourgmestres et échevins actuellement en fonctions prendra fin le 31 décembre 1902.

Le corps électoral communal sera convoqué le troisième dimanche du mois d'octobre 1902 pour élire les nouveaux conseils communaux, dont le mandat sera de quatre années. Les bourgmestres et échevins seront nommés et élus également pour un terme de quatre ans, immédiatement après l'installation du conseil.

## ART. 14.

Het mandaat van de thans in bediening zijnde gemeenteraadsleden, burgemeesters en schepenen zal op 31 December 1902 een einde nemen.

Het kiezerskorps voor de gemeente zal voor den derden Zondag van de maand October 1902 opgeroepen worden om tot de verkiezing over te gaan van de nieuwe gemeenteraden, wier mandaat vier jaar zal bedragen. De burgemeesters en schepenen zullen eveneens voor een tijd van vier jaar worden benoemd en verkozen, onmiddellijk na de aanstelling van den nieuwen raad.

Émile FERON.

Victor VANDEWALLE.

Léon TERMOTE.

VANDEVENNE.

Georges LORAND.

Ernest NOLF.



## ANNEXE.

## MODÈLE I.

**Instructions pour l'électeur.**

1. Les électeurs sont admis au vote de 8 heures du matin à 1 heure de l'après-midi.

A l'ouverture du scrutin ou au cours des opérations, le président peut, s'il le juge utile, faire procéder à un appel des électeurs dans l'ordre où ils sont inscrits sur la liste électorale.

L'appel terminé, les électeurs qui n'ont pas répondu sont admis à voter jusqu'à 1 heure. Toutefois, tout électeur se trouvant avant 1 heure dans le local est encore admis à voter.

2. L'électeur ne peut émettre qu'un seul vote pour l'attribution des mandats effectifs et un seul vote pour la suppléance.

3. Lorsqu'il n'y a qu'un membre à élire, les noms des candidats aux mandats effectifs sont inscrits dans le bulletin à la suite les uns des autres sur une même ligne, dans l'ordre indiqué par le sort.

Lorsqu'il y a plus d'un membre à élire, les candidats qui se présentent ensemble sont portés dans une même colonne. Les noms des candidats aux mandats effectifs sont inscrits les premiers selon l'ordre des présentations et sont suivis sous la mention « suppléants », des noms des candidats à la suppléance également classés dans l'ordre des présentations. Toutes les listes sont classées dans le bulletin de vote dans l'ordre indiqué par le sort. La dernière colonne est réservée aux candidats présentés isolément et à leurs suppléants.

## MODEL I.

**Onderrichtingen voor den kiezer.**

1. De kiezers worden tot de stemming toegelaten van 8 uren 's morgens tot 1 uur 's namiddags.

Bij den aanvang van de stemming of gedurende de verrichtingen, mag de voorzitter, indien hij het goedvindt, doen overgaan tot de afroeping der kiezers naar de volgorde hunner inschrijving op de kiezerslijst.

Na de afroeping, worden de kiezers, die ze niet beantwoordden, tot de stemming toegelaten tot 1 uur. Evenwel wordt elke kiezer, die zich vóór 1 uur in het lokaal bevindt, nog tot de stemming toegelaten.

2. De kiezer mag slechts ééne stem uitbrengen voor de toekénning van de werkelijke mandaten en slechts ééne stem voor de plaatsvervanging.

3. Moet er slechts één lid verkozen worden, dan worden de namen der candidaten voor het werkelijk ambt op het stembriefje achter elkander op eene zelfde lijn ingeschreven, naar de orde door het lot aangeluid.

Wanneer meer dan één lid te verkiezen is, worden de candidaten, die zich te zamen voorstellen, in eene zelfde kolom gebracht. De namen der candidaten voor het werkelijk ambt worden de eersten ingeschreven naar de orde van voorstelling en worden gevolgd, met de vermelding « plaatsvervangers », door de namen der candidaten voor de plaatsvervanging, insgelijks ingeschreven naar de orde van voorstelling. Al de lijsten worden op het stembriefje gerangschikt naar de bij uittolting aangeduide orde. De laatste kolom is bestemd voor de afzonderlijk voorge-

4. Si l'électeur adhère à l'ordre de présentation des candidats titulaires et suppléants de la liste qui a son appui, il noircit, au moyen du crayon mis à sa disposition, le point clair central de la case placée en tête de cette liste.

S'il adhère seulement à l'ordre de présentation des candidats titulaires et veut modifier l'ordre de présentation des suppléants, il donne un vote nominatif en noircissant, au moyen du crayon mis à sa disposition, le point clair central de la case placée à la suite du nom du candidat pour lequel il vote.

S'il adhère seulement à l'ordre de présentation des candidats suppléants et veut modifier l'ordre de présentation des titulaires, il donne un vote nominatif au titulaire de son choix.

S'il n'adhère enfin à l'ordre de présentation ni pour les titulaires ni pour les suppléants et veut modifier cet ordre, il marque un vote nominatif pour un titulaire et un vote nominatif pour un suppléant appartenant à la même liste.

Lorsqu'il n'y a qu'un membre à élire ou lorsque l'électeur veut donner son suffrage à un candidat isolé à qui le bulletin n'assigne aucun suppléant, il vote conformément au premier alinéa.

Le chiffre électoral d'une liste est le nombre des bulletins valables favorables à cette liste, soit qu'ils contiennent un vote de liste, soit qu'ils contiennent un vote nominatif.

5. L'électeur, sur remise de sa lettre de convocation, reçoit des mains du président un ou plusieurs bulletins suivant le nombre de votes qui lui est attribué. Après avoir arrêté son vote, il lui montre ses bulletins pliés en quatre à angles droits avec le timbre à l'extérieur, et les dépose dans l'urne, après avoir fait es-

stelde kandidaten en hunne plaatsvervangers.

4. Neemt de kiezer de voorstellingsorde aan van de kandidaten, titelvoerders en plaatsvervangers der lijst welke hij ondersteunt, dan maakt hij, met het te zijner beschikking gestelde potlood, het wit middelpunt zwart van het vakje bovenaan deze lijst.

Zoo hij enkel de voorstellingsorde van de kandidaten-titelvoerders aanneemt en de voorstellingsorde van de plaatsvervangers wil wijzigen, stemt hij op naam, door, met het te zijner beschikking gestelde potlood, het wit middelpunt zwart te maken van het vakje naast den naam van den candidaat voor wien hij stemt.

Neemt hij slechts de voorstellingsorde van de kandidaten plaatsvervangers aan en wil hij de voorstellingsorde van de titelvoerders wijzigen, dan geeft hij ééne stem op naam aan den titelvoerder zijner keuze.

Zoo de kiezer, eindelijk, de voorstellingsorde noch voor de titelvoerders noch voor de plaatsvervangers aanneemt en deze orde wil wijzigen, merkt hij eene stemming op naam voor eenen titelvoerder en eene stemming op naam voor eenen plaatsvervanger behorende tot dezelfde lijst.

Wanneer er slechts één lid te verkiezen is of wanneer de kiezer zijne stem wil geven aan eenen afzonderlijken candidaat, voor wien het stembriefje geenen plaatsvervanger aanwijst, stemt hij overeenkomstig het eerste lid van dit artikel.

Het kiescijfer eener lijst is het getal geldige stembriefjes welke deze lijst gunstig zijn, zij behelzen eene stemming op lijst of eene stemming op naam.

5. Bij de terhandstelling van zijnen oproepingsbrief, ontvangt de kiezer uit de handen van den voorzitter één, twee of drie stembriefjes, volgens het getal van de hem toegekende stemmen. Na zijne stemming gemerkt te hebben, toont hij hem zijne rechthoekig in vier geplooides stembriefjes, met het zegel langs bui-

tampiller sa lettre de convocation par le président ou par l'assesseur délégué; puis il sort de la salle.

6. L'électeur ne peut s'arrêter dans le compartiment isoloir que pendant le temps nécessaire pour former son bulletin.

7. Sont nuls : 1° tous bulletins autres que ceux qui ont été remis par le président au moment de voter; 2° ces bulletins mêmes : a) si l'électeur n'y a marqué aucun vote; s'il y a marqué plus d'un nom, soit pour les candidats effectifs, soit pour la suppléance; s'il a marqué plus d'un vote de liste; s'il a marqué, en même temps, un vote en tête d'une liste et un vote nominatif, ou s'il a marqué un vote à la fois pour un titulaire d'une liste et pour un suppléant d'une autre liste; b) si les formes ou dimensions en ont été altérées ou s'ils contiennent à l'intérieur un papier ou un objet quelconque; si une rature, un signe ou une marque non autorisée par la loi peut rendre l'auteur du bulletin reconnaissable.

8. Celui qui vote pour autrui ou qui vote sans en avoir le droit est punissable.

ten, en steekt ze in de bus, na zijnen oproepingsbrief te hebben doen stemmen door den voorzitter of den afgevaardigden bijzitter; daarna verlaat hij de zaal.

6. De kiezer mag binnen het afschutsel niet langer vertoeven dan noodig is om zijn stembriefje gereed te maken.

7. Zijn ongeldig : 1° alle andere stembriefjes dan diegene welke de voorzitter heeft overhandigd op het oogenblik van de stemming; 2° zelfs deze stembriefjes : a) indien de kiezer er geene enkele stemming op aangeteekend heeft; indien hij er meer dan één naam op gemerkt heeft, 't zij voor de werkelijke kandidaten, 't zij voor de plaatsvervanging; indien hij meer dan éene stemming op lijst gemerkt heeft; indien hij te geijker tijd eene stemming heeft gemerkt bovenaan eene lijst en eene stemming op naam, of zoo hij tevens eene stem heeft gemerkt voor eenen titelvoerder van eene lijst en voor eenen plaatsvervanger van eene andere lijst; b) indien de vormen en afmetingen ervan veranderd werden of indien zij van binnen een papier of eenig ander voorwerp bevatten; indien eene schrap, een teeken of een merk, door de wet niet toegelaten, den kiezer door dit stembriefje kan doen kennen.

8. Hij die in de plaats van een ander stemt of die stemt zonder daartoe recht te hebben, is strafbaar.

